



**Inkingi**  
**Forces Démocratiques Unifiées**  
**United Democratic Forces**

+31(0) 623075674 +32 (0) 477 813 062 info@fdu-udf.org [www.fdu-udf.org](http://www.fdu-udf.org)  
postbus 3124 2280 GC Rijswijk, Netherlands

---

**DECLARATION 003/SG/2007**

**RWANDA : DECLARATION A L'OCCASION DE LA CONCLUSION DES TRAVAUX DU WEEK-END DE REFLEXION DES MEMBRES DU CONSEIL POLITIQUE ORGANISE A BRUXELLES DU 23 AU 25 FEVRIER 2007**

Du 23 au 25 février 2007, les membres du Conseil Politique, l'organe suprême des FDU-Inkingi, se sont réunis en week-end de réflexion, à Bruxelles. L'objet de ces journées de réflexion était d'étudier en profondeur la crise que traverse le Rwanda, de dégager une vision plus claire de son avenir et d'approfondir les voies et moyens de sortir le pays de cette crise.

A l'issue des discussions, ils ont établi les constats suivants :

1. Le Rwanda est soumis aux diktats d'une oligarchie militaro-affairiste, sectaire et criminelle dont le centre de gravité est Paul Kagame, un présumé criminel de guerre, passible de poursuites pour assassinats, complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs en vue de préparer des actes terroristes, pour son rôle de commanditaire dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion présidentiel, unanimement considéré comme l'élément déclencheur du génocide rwandais.
2. Cette clique prédatrice a fait main basse sur une économie nationale désarticulée et extravertie. L'économie urbaine, qui affiche un dynamisme de façade et de parade, est mue par le butin tiré des guerres de rapines qui ont mis à sac l'Est de la République Démocratique du Congo, une privatisation mafieuse et un pompage de l'épargne populaire. Les ressources de l'économie rurale, qui produit pourtant la quasi-totalité des recettes d'exportation du pays, sont siphonnées par la ville.
3. Le pays est gangrené par la peur et le désespoir. Alors même que cette clique accumule des fortunes colossales et affiche un luxe éhonté, la pauvreté s'est aggravée et étendu à des couches de plus en plus larges des masses des campagnes et des villes. Les terres des paysans sont confisquées sous la couverture d'une réforme foncière prédatrice et d'une pseudo modernisation de l'agriculture technocratique et aventureuse. En conséquence, une famine endémique s'est installée dans les campagnes rwandaises, générant un flux ininterrompu d'affamés vers les pays voisins. Une discrimination ethnique et linguistique insidieuse bloque l'accès de milliers de Rwandais à l'éducation, aux emplois civils et militaires et aux soins de santé. Les couches urbaines moyennes sont privées de liberté.
4. Une justice partielle et aux ordres dont les juridictions « gacaca » constituent la quintessence a placé près d'un million de Rwandais dans une situation de parias. Les travaux d'intérêt général, TIGE, perfidement présentés comme des peines alternatives, masquent mal une politique délibérée de l'oligarchie militaro-affairiste au pouvoir dont le but est de disposer d'une main d'œuvre gratuite constituée de forçats. La fabrication d'accusations de participation au génocide ou de propagation de « l'idéologie du génocide » se traduit dans la réalité en un génocide intellectuel rampant, empêche toute contestation légale et pacifique et

place la société civile, en particulier la presse, sous une chape de plomb ou sous une autocensure jamais égalée dans l'histoire contemporaine du Rwanda.

5. Alors que tous les autres pays de la région des Grands Lacs sont engagés dans une dynamique soutenue de démocratisation et de résolution durable des conflits internes et que la communauté internationale affirme, de plus en plus avec force, la fin de l'impunité pour les crimes contre l'humanité, l'oligarchie militaro-affairiste au pouvoir à Kigali a verrouillé l'espace politique et a fermé la porte à toute sortie légale et pacifique de la crise qui secoue le pays.

Au vu de ce qui précède, les participants aux journées de réflexion du Conseil Politique des FDU-Inkingi ont recommandé aux organes compétents ce qui suit :

1. Prendre toutes les dispositions nécessaires afin que Paul Kagame soit destitué, le pays ne pouvant être dirigé par un présumé criminel de guerre ;
2. Poursuivre et faire aboutir dans des délais et des modalités adéquats la proposition rendue publique l'an dernier pour la tenue d'une Table-Ronde de toutes les forces démocratiques et civiques du pays, intérieures et extérieures, y compris ceux des membres du FPR non impliqués dans des crimes contre l'humanité, afin de doter le Rwanda d'un gouvernement démocratique et largement inclusif ;
3. Mettre tout en œuvre pour que les autres membres de l'oligarchie militaro-affairiste au pouvoir à Kigali suspectés de crimes, notamment de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, soient appréhendés et traduits en justice ;
4. Subordonner une quelconque participation des FDU-Inkingi aux prochaines échéances électorales (élections législatives prévues en 2008 et présidentielles prévues en 2010) à la réalisation des conditions suivantes :
  - (a) La traduction de Paul Kagame et ses complices devant les tribunaux compétents ;
  - (b) La libération des détenus politiques ou d'opinion ;
  - (c) La réforme de la Constitution en vigueur de manière à permettre, notamment et non limitativement, le libre fonctionnement des partis politiques, un accès équitable desdits partis aux médias et aux financements publics, des garanties suffisantes d'indépendance de la commission électorale, des pouvoirs locaux et des juridictions de recours et de neutralité des forces de défense et de sécurité ;
  - (d) La conclusion du rapatriement volontaire des réfugiés.

Fait à Bruxelles, le 25 février 2007

Dr Jean-Baptiste MBERABAHIZI  
Secrétaire général et Porte parole  
(sé)